

Document

Le «Liborgate», un scandale financier qui ébranle la City

(libération.fr)

3 juillet 2012

Avec la démission de son directeur des opérations, Jerry del Missier, ce mardi, la banque britannique Barclays a perdu son troisième haut cadre en quelques jours. Le quatrième établissement du Royaume-Uni est en première ligne dans le scandale du Libor, qui secoue tout le secteur financier britannique et indigné opinion et classe politique. Explications.

Qu'est-ce que le Libor ?

Pour se financer, les banques se prêtent en permanence de l'argent entre elles : c'est que l'on appelle le marché interbancaire. Le Libor est le taux d'intérêt interbancaire de référence sur le marché londonien. Il est publié tous les matins à 11 heures par la British Banking Association (BBA), après que celle-ci a recueilli et fait la moyenne des taux pratiqués la veille auprès de seize banques de référence. Comme le Libor reflète la facilité d'accès des banques à la liquidité, il détermine largement les taux proposés aux particuliers et aux entreprises.

Quel est le scandale ?

Plusieurs fleurons de la finance mondiale sont soupçonnés d'avoir manipulé les cours du Libor, ainsi que ceux de l'Euribor, le taux de référence pour la zone euro. Selon les justices britanniques et américaines, ces établissements auraient déclaré des taux inférieurs à ceux auxquels ils empruntaient réellement afin de masquer leurs difficultés. Pire, à la Barclays et sans doute ailleurs, les traders auraient influé sur le taux déclaré pour faciliter leurs opérations, contrairement au principe de séparation des activités au sein des établissements.

Quelles banques sont concernées ?

Au premier chef, Barclays, dont le président, le directeur général et le directeur des opérations ont dû démissionner face au scandale. La banque s'était préalablement acquittée de 360 millions d'euros d'amendes au Royaume-Uni et aux Etats-Unis pour éviter les poursuites. La Royal Bank of Scotland (RBS) est également dans l'oeil du viseur. L'enquête prend une dimension mondiale, avec des investigations dans l'Union européenne, au Japon et en Suisse. La Société générale, UBS, la Deutsche Bank, HSBC, notamment, sont cités dans l'un ou l'autre des dossiers.

Quelles conséquences ?

L'Office britannique de lutte contre la délinquance financière a annoncé envisager des poursuites pénales. En Angleterre, le scandale donne lieu à un nouveau débat sur les dérives du secteur financier, secoué par plusieurs autres affaires. La classe politique s'indigne, et le Premier ministre, David Cameron, a annoncé la création d'une commission d'enquête parlementaire, tandis que le fonctionnement du Libor doit faire l'objet d'une évaluation indépendante. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a même remis en cause l'ensemble de la «culture» du secteur financier

britannique, citant notamment les «*niveaux de rémunération excessifs*» et le «*traitement exécrationnel des clients*».